

PROCHOIX CONTRE LA JOURNÉE INTERNATIONALE

POUR LA VIE

Le samedi 17 octobre dernier, Prochoix réunissait 500 défenseurs, femmes et hommes, du droit de choisir sous les fenêtres de la Mutualité. Objectif : protester contre la tenue d'une Journée internationale pour la vie, inquiétante occasion d'échanges entre le mouvement provie français proche du FN—comme l'UNEC (Union des nations pour l'Europe chrétienne), la Ligue pour la Vie (FN) ou SOS tout-petits— et un certain nombre d'organisations prolifères internationales telles que Human life International (USA) ou Foedus pro Vita (Italie). Ces tristes sires s'apprétaient à fourbir leurs armes contre "la disparition démographique" ou encore "le fléau des déviances sexuelles" en toute tranquillité, à l'abri des palmiers de la République française, lorsqu'ils eurent la très désagréable surprise de voir débouler un comité d'accueil. Et pas n'importe lequel. Act-Up Paris, CCL, Centre gai et lesbien, Coordination lesbienne nationale, CNT, CLAAAAASH, Fédération anarchiste, Du côté des femmes, Dé-générées de Lille, Maison des femmes de Paris, Médecins du monde, Gauche Révolutionnaire, Verts-Commission Gaie et lesbienne. Les meilleurs étaient au rendez-vous. Plusieurs centaines de manifestants étaient venus braver la pluie et le vent pour crier leur détermination à défendre le droit de choisir envers et contre toute alliance provie, fût-elle mondiale ! "Accoucher, vivre et mourir dans la douleur non merci !", "Prolife = mort", "A bas la calotte et vive la capotte !" ainsi que des dessins de Luz et Tignous figuraient sur des pancartes colorées.

La mosaïque formée par des groupes aussi disparates avait de quoi surprendre les badauds, y compris provie. Quoi ? Des anars, des antifascistes, des féministes, des homos, des médecins, des citoyens spontanément révoltés ? Tout ce monde là ensemble ? Unis

pour siffler sous leurs fenêtres ? Avouez qu'il y avait de quoi y perdre son latin. Du reste, même unis par les liens sacrés du droit de choisir, certains militants prochoix n'étaient pas les derniers à s'étonner de se trouver ainsi côte à côte... Un militant gauchiste (n'appartenant à aucune des organisations signataires) crut intelligent de décrocher un "enculé !" à l'intention d'un militant provie. Mais qu'elle ne fût pas sa surprise d'entendre une dizaine de ses camarades du jour—des militantes lesbiennes—le rappeler à l'ordre en chantant : "enculé" n'est pas une insulte, c'est une pratique sexuelle" !

Et oui, c'est ça aussi le droit de choisir : l'apprentissage en direct du respect de tous les choix. Pas seulement celui qui nous concerne à titre individuel, mais le respect au sens large, la nécessaire conviction de former un tout avec cette démarche si l'on veut progresser face à ceux qui rejettent en bloc la liberté et la diversité. Se mobiliser contre un colloque d'extrême droite, c'est pas mal. En profiter pour apprendre à chasser de son esprit tout travers qui nous rapproche—même de loin—de l'intolérance, c'est encore mieux. Voilà pourquoi, cette journée fût à nos yeux une réussite. Non seulement, les partisans du droit de choisir ont su se rappeler au bon souvenir de ceux qui prétendaient militer pour dicter leurs vies en toute impunité mais le contre-rassemblement fût l'occasion d'une alliance intéressante. Non pas un mariage contraignant ad vitam eternam mais un Pacs politique opportuniste, souple et enrichissant.

Autre réussite, le service d'ordre. Remarquablement assuré par la CNT il a permis d'éviter tout débordement de la part de provocateurs. Même *Transvie*, le journal branché des "provie" le reconnaît (voir encadré). Malgré quelques jets d'oeufs inévitablement lancés par trois provocateurs et en dépit d'une tension certaine, le contre-rassemblement a su dissoudre dans le calme et sans incident aux alentours de 14 h. Une demi heure avant la dissolution, le SO de la CNT avait quadrillé le quartier, vérifié chaque café, inspecté chaque ruelle pour s'assurer qu'aucune bande d'extrême droite n'attendait l'occasion de casser du prochoix. En vertu de quoi, il y eut un cortège des manifestants en cortège groupé vers le métro Jussieu. Bilan : aucun problème (excepté une militante de la CNT qui repassa dans le quartier quelques heures plus tard sans avoir enlevé son badge et qui fût coincée par trois nazillons non identifiés). En réalité les seuls incidents eurent lieu bien plus tard, au moment où la manifestation organisée par près de quatre-vingt organisations en colère contre la désertion des députés le 9 octobre passa aux abords de la Mutualité. A part ça, il faut bien le dire, Prochoix n'est pas peu fier d'avoir d'avoir arraché la réussite de cette journée. Et je dis bien "arraché", tant l'adversité n'a pas manqué dans la préparation de cette initiative.

Crédit photo : Catherine Deudon

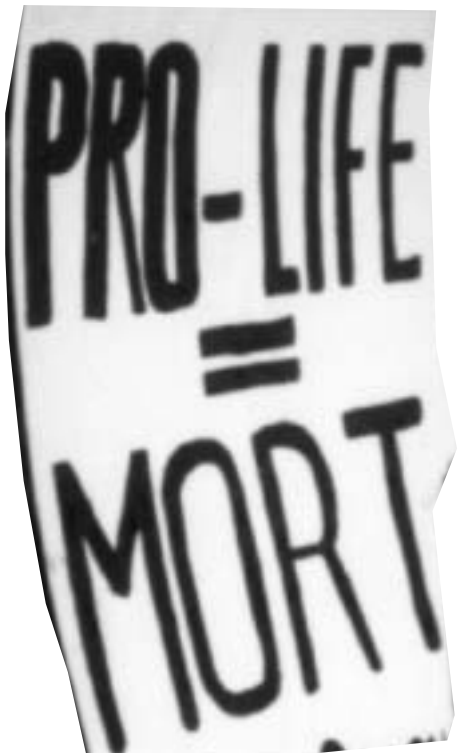


Caroline Fourest, rédactrice en chef de Prochoix

Photo : Catherine Deudon

Fallait-il l'unité à tout prix ?

Remontons un chouïa en arrière. Été 1998, au cours d'une enquête sur les Prolife américains, Fiammetta Venner et moi-même obtenons une interview du très célèbre et redouté Paul Marx, fondateur de Human life International, l'un des principaux groupes prolife catholiques. Surprise, un de ses lieutenants nous confie l'existence d'un colloque international



pour

la vie devant se tenir à Paris le 17 octobre. Parfaitement bilingue (sa mère est française), Joseph Meaney explique même avoir été recruté par la très riche HLI pour développer les relations de l'organisation avec la France et, pourquoi pas, créer une antenne sur place après le 17 octobre (voir interview). Forte de ces précieuses confidences, toute l'équipe de Prochoix ne pouvait rester inactive. Dès le numéro de rentrée, un article détaillé sur Human Life International annonce sa future venue en France. Un peu plus tard, le 28 septembre, nous invitons un certain nombre de partenaires à se réunir pour envisager une contre-offensive. Une première action est décidée avec l'envoi par l'ANCIC d'un courrier alertant tous les CIVG de la venue en France d'organisations prolife américaines et étrangères susceptibles de mener des actions. Ce qui fut fait. Restait à mettre en place un contre-rassemblement devant la Mutualité le jour du colloque. A l'origine de cette initiative et devant l'unanimité des associations présentes, nous déposons le projet d'un contre-rassemblement à proximité de la Mutualité à 12h le 17 octobre. Naïves, nous pensions cette initiative suffisamment dotée de bons sens, voire même d'utilité publique, pour faire le consensus et rallier un maximum d'associations concernées par la défense du droit de choisir. Hélas, si le bon sens dictait toujours la vie militante, nous vivrions d'ores et déjà tous dans un paradis d'équité et d'harmonie... Alertée par le Planning familial, la CADAC (et par extension le Collectif national droit des femmes)—qui n'avaient pas dénié se rendre à notre première réunion (les responsables prétendent n'avoir jamais reçu le fax les y invitant)—raccroche soudainement les wagons. Pour décider quoi ? Qu'elles déposeraient

elles-mêmes un contre-rassemblement, le même jour, mais ailleurs ! Décidément le paradis n'est pas pour demain... Malheureusement trop curieuses, Fiammetta Venner et moi-même décidons de nous rendre à la réunion censée préparer la grande contre-offensive du Collectif... dont le courrier envoyé à ses adhérents se garda bien de préciser qui était à l'origine du contre-rassemblement, en d'autres termes qui avait donné l'information. Etant sur place, j'en profitais pour exposer les résultats de notre enquête américaine aux adhérents du Collectif (Je vous rassure tout de suite si nous n'avions pas été là, Thierry Meyssan du Réseau Voltaire, invité par les responsables du Collectif, se serait fait un honneur de nous remplacer au pied levé...) Enfin, vient un semblant de discussion. Malheureusement, les décisions ayant visiblement étaient prises en amont, il fut impossible de trouver un terrain d'entente. Certaines dirigeantes du Collectif ne voulaient pas en démordre : la CADAC déposerait un contre-rassemblement en signe de protestation contre la colloque de la Mutualité ailleurs qu'à la Mutualité ! Ce qui avait le grand avantage de devenir une initiative CADAC et non plus Prochoix. Les prétextes les plus grotesques ne manquèrent pas : "trop dangereux", "nous sommes la majorité et donc nous devons pas nous mettre face à face." etc, etc... Un vrai dialogue de sourds qui ne mena nulle part, si ce n'est à la conclusion que le prix de l'unitaire à était bien trop cher et la facture toujours présentée aux mêmes associations. En résumé, et après avoir envisagé l'ensemble des places de Paris sauf celles qui faisait face au colloque visé, le Collectif droit des femmes déposerait un rassemblement le 17 octobre à 14 h... à la Sorbonne ! De notre côté, ne pouvant décom-

mander plus d'une vingtaine d'associations d'ores et déjà signataires et stopper la campagne d'information en cours, nous maintenions tant bien que mal notre rassemblement à 12 h devant devant. Ben ma foi devant le colloque contre lequel nous organisons un contre-rassemblement !

Droit des femmes à choisir contre droit de choisir féministe

Morale de l'histoire, en vertu d'une certaine logique et bien qu'un certain nombre d'associations furent cordialement invitées à signer avec le Collectif droits des femmes pour un rassemblement farfelu à quatre patés de maisons de là, la manifestation Prochoix a tout de même réuni 500 participants (contre 50 à tout casser place de la Sorbonne) ! Les plus pessimistes vous diront que cela aurait pu faire 50 manifestants de plus à Mutualité... Les plus optimistes se rejouiront en pensant qu'il n'y a plus que cinquante personnes sur la place de Paris totalement dépourvues d'intuition politique ! Blague à part, le fossé symbolique qui sépare les deux manifestations ce jour là a eu le mérite d'une certaine clarté. Méfions nous des querelles de chapelles, des sordides petites luttes de pouvoir, des réseaux qui n'aiment pas qu'on marche sur leurs plates-bandes... Tout cela cache plus souvent qu'on ne le croit de véritables divergences politiques qui, elles, méritent d'être débattues. Le 17 octobre dernier, nous sommes fiers de ne pas avoir sacrifié notre vision de la mobilisation à une unité molle, sans saveur ni liberté d'expression. Il n'était pas question pour nous de noyer les slogans où les revendications tout à la fois homosexuelles, anarchistes, lesbiennes,



anarcho-syndicalistes en faveur et du droit à l'IVG, et du droit de choisir sa sexualité et du droit de choisir de mourir dans la dignité sous une seule et unique banderole féministe. Non pas parce que que nous renions le féminisme, bien au contraire. Parce que nous pensons que le droit de choisir est une vision de la société transversale et qui ne concerne pas que les droits des femmes, parce que nous sommes intimement persuadées que si le droit de choisir s'en inspire, il ne s'y réduit pas. Sans parler des méthodes employées pour briser le cadre unitaire de la manifestation du 17 octobre, il devient évident qu'il existe deux visions irréconciliables du droit de choisir. A la Sorbonne comme depuis trop longtemps,

on a voulu nous faire croire une fois de plus que le droit de choisir se limitait au pire au droit à l'IVG, au mieux à une série de choix hiérarchisée dans laquelle les droit de choisir sa sexualité et sa mort ne sont que rarement mis en avant. En résumé, le droit de choisir (pourtant mille fois plus large) semble être considéré par le Collectif Droit des femmes comme faisant partie du Droit des femmes. Alors quoi ? Le droit à l'euthanasie, pour ne citer qu'un exemple, doit-il être revendiqué uniquement pour les femmes ? A Prochoix, nous pensons au contraire que les droits des femmes font partie du droit de choisir, en conséquences de quoi la défense intrinsèquement féministe de tous les choix doit de faire



à égalité sur un même plan et sans priorités. C'est pourquoi ceux qui ont cru à une guerre d'intérêts le 17 octobre dernier n'ont rien compris à l'affaire. Droit des femmes à choisir ou droit de choisir féministe, il y a bien un choix à faire.

Caroline Fourest

Transvie y perd son latin

Reprenant les informations erronées parues dans *Présent* le 20 et 24/11/98, le magazine *Transvie* de François Pascal n'a pas compris qui exactement organisait le contre-rassemblement du 17 octobre devant la Mutualité. En revanche, il témoigne qu'aucun incident n'a eu lieu : "Malgré la présence de quelques 400 contre-manifestants des organisations habituelles (Act-Up, CADAC, PCF, Réseaux Voltaire, CGT, Syndicat de la Magistrature, etc) et d'une seconde contre-manifestation séparée de la première, et dans laquelle se trouvait Geneviève Fraisse, déléguée interministérielle aux droits des femmes, le colloque "Journée Internationale pour la Vie" coorganisé par SOS tout-petits et la Ligue pour la Vie s'est déroulé sans incident le 17/10/1998 à la Mutualité à Paris." Surpris par le tout puissant lobby prochoix, la magazine raconte également : "Trois semaines avant le congrès, toutefois, la direction de la Maison de la Mutualité avait tenté d'annuler la réservation de la salle sous prétexte que la journée "porterait sur l'anti-IVG", Alain Tonard, directeur, déclarant qu'il n'accepterait pas "une réunion ayant pour but de manifester contre les lois de la République". Hélas, pour cette fois, la réservation ayant été prise de longue date, les lois commerciales obligèrent la Mutualité à revoir leur position sous peine d'une amende faramineuse.

Notre droit de réponse aux attaques du Réseau Voltaire

Déposer un rassemblement concurrent et tenter de débaucher les associations signataires du contre-rassemblement initial de Prochoix ne suffisait visiblement pas. Dans une dépêche intitulée : "Division des associations féministes face au colloque de la Journée internationale pour la Vie" en date du 14/10/98 (n°178-179), le réseau d'information préféré du Collectif national droit des femmes, le réseau Voltaire, écrit : "Les associations féministes sont divisées à l'approche de la Journée internationale pour la vie. L'association Prochoix, animée par Fiammetta Venner et Caroline Fourest, avait en effet diffusé aux centres d'IVG des fax alarmistes présentant, à tort, la Marche pour la Vie (4 octobre) et la Journée internationale pour la vie (17 octobre) comme des initiatives contrôlées par Human Life International (HLI). Cette organisation américaine, qui légitime le meurtre de médecins pratiquant des IVG, aurait eu l'intention d'envoyer une forte délégation en France, conduite par son fondateur le père bénédictin Paul Marx. Elle aurait prévu de violentes actions anti-IVG pendant son séjour en France et la création d'une section française. Ces lettres conduisaient à survaloriser la traditionnelle Marche pour la Vie, organisée pour la huitième année par Renaissance Catholique, et à minimiser l'ingérence du Saint-Siège et la jonction publique des intégrismes religieux et politiques, mise en scène par la Fraternalita sancti Benedicti pro Europa christiana. A partir de ces fausses informations, l'association Prochoix, appelle à une manifestation distincte de celle de la CADAC et décourage les principales organisations de se mobiliser effectivement pour une contre manifestation en semant la confusion. En définitive, le père Paul Marx n'est pas venu en France..." On croit rêver ! La lettre du Réseau Voltaire se sent-elle à ce point menacée pour tenter de diffamer aussi grossièrement un journal certes "concurrent" mais tout de même qui se bat—du moins officiellement—pour les mêmes valeurs ? C'est tout de même un point de vue bien étrange que celui de considérer que Prochoix divise les

féministes quand les amies féministes du Réseau Voltaire ont nous seulement refusé de se rallier au mot d'ordre unitaire de Prochoix mais aussi décidé de déposer un contre-rassemblement concurrent ! Enfin que signifie cette accusation de "semer la confusion" et que nous reproche-t-on exactement (et par là j'entend officiellement bien sûr) ? D'avoir informé de l'arrivée de pro-life américains les centres IVG ? D'avoir tenté et peut-être réussi à dissuader l'implantation en France du père Paul Marx ? Evidemment la Marche pour la Vie organisée tous les ans par Renaissance Catholique fait partie du

calendrier traditionnel des provies mais ayant appris aux Etats-Unis que le Père Marx viendrait en France bien avant le 17 octobre nous avons simplement émis l'hypothèse que la vigilance méritait de démarrer à ce moment là ! Désolé si des cliniques n'ont pas explosé ! Mais c'est bien pour l'éviter que nous souhaitons signifier notre vigilance aux assaillants potentiels ! Quant à l'accusation selon laquelle nous aurions voulu minimiser l'"ingérence du Saint Siège", elle fait partie de ces interprétations qui nous rendent fiers de ne pas partager la finesse des analyses du Réseau Voltaire... (Analyses souvent très futuristes : le RV a par exemple justement prédit que le PACS ne serait pas voté). Avouez que c'est

trop bête, avec toutes les informations inédites que nous avons à imprimer, Prochoix en a oublié de commenter la photo du pape sur la brochure annonçant du colloque... Tout en précisant sans cesse que Paul Marx était effectivement un ami très proche de Jean-Paul II, nous n'avons pas jugé nécessaire d'insister ce qui sera donc immortalisé comme le scoop du Réseau Voltaire : la pape est contre l'avortement ! Mais où le réseau d'information de Thierry Meyssan va-t-il chercher tout ça ?

C. F

Scoop : le Pape serait contre l'avortement...